

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 21/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Syndicat Centre Hérault

Route de Canet
BP29
34800 Aspiran

Références : H2-2026-027

Code AIOT : 0006601566

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2026 dans l'établissement Syndicat Centre Hérault implanté Route de Canet BP29 34800 Aspiran. L'inspection a été annoncée le 30/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courriel du 5 janvier 2026 et du 20 janvier 2026, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'il avait procédé à plusieurs rejets d'eaux résiduaires provenant de la plateforme de compostage dans le milieu naturel, lors d'épisodes pluvieux importants. Ces rejets d'eaux non traitées sont de nature à entraîner des concentrations en polluants non-conformes aux valeurs limites fixées à l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 encadrant les installations de compostage soumises à autorisation. Ils font suite à une production de jus de déchets importante, causée par la pluviométrie élevée en décembre 2025 et en janvier 2026 sur le site.

L'inspection qui s'est déroulée le 6 février 2026 visait à investiguer sur les conditions de rejets des effluents aqueux, les conséquences de ces rejets ainsi que les mesures prises par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Syndicat Centre Hérault
- Route de Canet BP29 34800 Aspiran
- Code AIOT : 0006601566
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La plate-forme de compostage de bio-déchets et de déchets verts est exploitée, au lieu-dit « La Marau » sur le territoire de la commune d'Aspiran, par le Syndicat Centre Hérault, depuis 2002. Les activités du site sont exploitées sous couvert du récépissé de déclaration n°02.199 du 14 novembre 2002. Les évolutions réglementaires de 2012 ont conduit à acter, par récépissé n°14-57 du 3 mars 2014, le bénéfice de l'antériorité des droits acquis eu égard au régime de l'autorisation environnementale de la rubrique 2780-2 : Compostage de la fraction fermentescible de déchets triés à la source ou sur site, la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j. La quantité de déchets annuelle réceptionnée est de l'ordre de 8 226 t/an.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Prévention des nuisances et des risques d'accident	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 21	Demande d'action corrective	3 mois
4	Prévention des nuisances et des risques d'accident	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 22	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PAC	Code de l'environnement du 05/02/2026, article L181-14	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Déclaration et rapport d'accident	Code de l'environnement du 02/02/2026, article R512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que malgré les travaux récents d'agrandissement du bassin de rétention, il n'a pas été possible de stocker l'intégralité des eaux résiduelles de la plateforme de compostage produites par les fortes pluies.

Afin d'éviter le débordement du bassin de stockage, l'exploitant a procédé à des rejets d'effluents dans la lagune d'infiltration pluviale du site.

Les analyses réalisées, pour le paramètre de la DCO, au niveau de la lagune montrent qu'au moins un échantillon présente une non-conformité relative au dépassement des valeurs seuils de rejet imposées par l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation. Les autres paramètres n'ont pas été analysés.

L'exploitant doit apporter des mesures correctives et/ou des justificatifs relatifs aux écarts de conformité aux prescriptions réglementaires applicables à l'exploitation du site, mis en évidence par la visite d'inspection. Il s'agit de :

- proposer des solutions alternatives visant à prévenir le débordement du bassin de rétention et à garantir l'absence de rejets d'effluents d'aqueducs dans le milieu naturel lors d'épisodes pluvieux exceptionnels ;
- transmettre une procédure spécifique associée à la gestion des effluents en cas de fortes pluies ;
- réaliser l'analyse d'un échantillon prélevé dans le bassin de rétention sur les paramètres de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 encadrant les installations de compostage soumises à autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PAC

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/02/2026, article L181-14
Thème(s) : Situation administrative, Autorisation environnementale - Mise en œuvre du projet
Prescription contrôlée : <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas</p>

assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.
Constats : Un dossier de porter à connaissance, annoncé lors de l'inspection a été transmis à la préfecture le 24 février 2026. Il concerne les travaux de gestion des eaux pluviales et une demande de révision du régime de classement ICPE du site, eu égard aux évolutions réglementaires et à l'activité du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déclaration et rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/02/2026, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident ou d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. [...] La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.
Constats : Les pluies survenues sur la plateforme de compostage en décembre 2025 et janvier 2026 ont donné lieu à des rejets d'eaux pluviales polluées par contact avec le compost ou jus de déchets dilués dans le milieu naturel sur les périodes du 22 au 24 décembre 2025, du 17 au 21 janvier 2026 et du 24 au 25 janvier 2026. L'exploitant a informé l'inspection de ces incidents par courriel : le 5 janvier 2026 pour le premier épisode et le 20 janvier 2026 pour le second. Les incidents liés aux rejets de janvier 2026 ont été déclarés par téléprocédure le 29 janvier 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des nuisances et des risques d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents liquides
Prescription contrôlée :

<p>En cas de rejet dans le milieu naturel, hors plan d'épandage, des effluents provenant des aires ou équipements mentionnés au 1 de l'article 3, le réseau de collecte des effluents permet de séparer les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales qui ne sont pas entrées en contact avec les déchets ou le compost.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>En fonctionnement normal, les eaux pluviales qui ne sont pas entrées en contact avec les déchets ou le compost sont collectées dans la lagune d'infiltration pluviale du site.</p> <p>Les eaux résiduaires polluées sont collectées dans le caniveau de la plateforme de compostage et acheminées vers un bassin de stockage. L'exploitant indique qu'en situation normale, le site fonctionne en circuit fermé et que les eaux résiduaires sont réutilisées pour l'arrosage des andains.</p> <p>Lors des épisodes de fortes pluies, le réseau de collecte des effluents n'a pas été séparatif. Afin d'éviter le débordement du bassin de stockage, l'exploitant a pompé les eaux résiduaires polluées vers la lagune d'infiltration des eaux pluviales. Ces eaux se sont ensuite infiltrées dans le sol.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit proposer des solutions alternatives visant à prévenir le débordement du bassin de rétention et à garantir l'absence de rejets des effluents aqueux dans le milieu naturel et dans la lagune d'infiltration lors d'épisodes pluvieux exceptionnels. Une procédure associée spécifique à la gestion des effluents en cas de fortes pluies doit être transmise.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Prévention des nuisances et des risques d'accident

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 22</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Effluents liquides</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents recueillis sont recyclés dans l'installation pour l'arrosage ou l'humidification des andains lorsque c'est nécessaire.</p> <p>A défaut, et lorsqu'ils ne font pas l'objet d'un épandage, ils sont traités de la façon suivante:</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> les eaux résiduaires et pluviales polluées sont dirigées vers un bassin de rétention, dont la capacité est dimensionnée en fonction de l'étude d'impact. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées, le cas échéant après traitement, que si elles respectent a minima les valeurs limites définies à l'annexe II. L'arrêté d'autorisation fixe la fréquence à laquelle l'exploitant effectue la surveillance de la qualité de ces rejets. <p>Annexe II</p> <p>VALEURS LIMITES DE REJET DES EAUX RÉSIDUAIRES</p> <p>Sans préjudice des autorisations de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de</p>

la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents. Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne sur 24 heures et aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration. [...]

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :

- pH (NFT 90 008) : 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation à la chaux) ;
- température : < 30 °C.

b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :

- matières en suspension (NFT 90 105) : < 600 mg/l ;
- DCO (NFT 90 101) : < 2 000 mg/l ;
- DBO5 (NFT 90 103) : < 800 mg/l ;
- azote total, exprimé en N : < 150 mg/l ;
- phosphore total, exprimé en P (NF T 90 023) : < 50 mg/l.

Dans le cas de convention signée avec le gestionnaire de la station d'épuration, les valeurs de rejet indiquées dans la convention peuvent se substituer aux valeurs précitées.

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel, les objectifs de qualité des cours d'eau doivent être pris en compte quand ils existent. Au minimum, les rejets ne peuvent dépasser les valeurs suivantes :

- matières en suspension (NFT 90 105) : < 100 mg/l (150 mg/l en cas d'épuration par lagunage) ;
- DCO (NFT 90 101) : < 300 mg/l ;
- DBO5 (NFT 90 103) : < 100 mg/l ;
- azote total, exprimé en N : < 30 mg/l ;
- phosphore total, exprimé en P : < 10 mg/l.

d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :

- hydrocarbures totaux (NFT 90 114) : , 10 mg/l ;
- plomb (NF T 90-027) : < 0,5 mg/l ;
- chrome (NF EN 1233) : < 0,5 mg/l ;
- cuivre (NF T 90 022) : < 0,5 mg/l ;
- zinc et composés (FD T 90 112) : < 2 mg/l.

Constats :

Le Syndicat Centre Hérault est autorisé à exploiter l'installation de compostage d'Aspiran par bénéfice des droits acquis par le récépissé d'antériorité du 3 mars 2014. Avant le 3 mars 2014 et depuis sa mise en service en 2002, l'établissement relevait du régime de la déclaration.

L'installation n'a pas fait l'objet d'étude d'impact ou d'arrêté d'autorisation explicitant la capacité du bassin de rétention et la fréquence de surveillance de ses rejets, comme mentionné dans l'article précité.

Les eaux résiduaires et pluviales polluées sont dirigées vers un bassin de rétention après passage par un dégrilleur débourbeur. Le porter à connaissance précité, précise que le nouveau bassin de rétention mis en place en octobre 2024, a une capacité de 4 179 m³. Le décanteur présente quant à lui un volume utile de 312 m³. Le volume utile dimensionné est de 3 530 m³, a été calculé sur la base de la moyenne annuelle des précipitations enregistrée par la station météorologique de Roujan. Ce dimensionnement tient également compte de l'absorption de l'eau de pluie par les végétaux et les déchets alimentaires du site, de l'évaporation naturelle à la surface du bassin et des besoins pour l'arrosage des andains.

Lors des épisodes de fortes pluies, les eaux résiduaires rejetées dans la lagune d'infiltration

<p>pluviale ont fait l'objet d'analyses, principalement sur le paramètre de la DCO.</p> <p>Dans la télédéclaration d'incident du 29 janvier 2026, l'exploitant a précisé que les mesures réalisées au niveau de la lagune d'infiltration des eaux pluviales montrent le respect de la norme de rejet sur le paramètre DCO pour 2 échantillons sur 3. Lors de la visite d'inspection, il a été précisé que la non conformité relevée atteignait 670 mg/L. La valeur limite de rejet des eaux résiduaires dans le milieu naturel, définie à l'Annexe II de l'arrêté ministériel du 24 avril 2008, est de 300 mg/L.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin d'évaluer la qualité des effluents rejetés, l'exploitant doit réaliser l'analyse d'un échantillon prélevé dans le bassin de rétention sur tous les paramètre de l'annexe II pré-citée. Les résultats doivent être transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>